
Groupe de négociation sur les services de
transport maritime

Négociations sur les services de transport maritime

Note du secrétariat

1. A la réunion à l'échelon ministériel qu'il a tenue à Marrakech (12-15 avril 1994), le Comité des négociations commerciales a adopté la *Décision sur les négociations sur les services de transport maritime*. Cette Décision établit un Groupe de négociation sur les services de transport maritime (GNSTM) qui doit tenir sa première réunion au plus tard le 16 mai 1994. Le présent document servira de note d'information pour cette réunion (5 mai 1994). Il résume l'état actuel des travaux sur les services de transport maritime.

2. Les négociations menées dans le cadre du GNS ont eu pour principal objet de libéraliser dans une large mesure les services de transport maritime. A la fin de 1991, les participants intéressés ont entamé une série d'entretiens informels visant à obtenir des engagements de libéralisation d'une "masse critique" de pays. Nombreux étaient ceux qui considéraient que de tels entretiens étaient nécessaires pour rapprocher les positions des participants, dont certains hésitaient à accepter que les disciplines de l'AGCS soient appliquées à ce secteur alors que d'autres étaient en principe disposés à consolider des niveaux élevés de libéralisation dans le cadre de l'AGCS. Quelle que soit leur position, les participants convenaient que, pour conclure un accord satisfaisant dans ce secteur, il fallait obtenir un niveau global d'engagements en matière de libéralisation qui soit valable. Les participants intéressés ont procédé à une série de consultations informelles à la fin de 1992 et en 1993. A partir de décembre 1992, ils se sont fondés sur un modèle de liste, dont une version modifiée a été distribuée à titre informel en juin 1993. A la fin du processus de négociation, certains participants estimaient que, malgré les engagements qu'un nombre considérable de pays avaient offerts, il fallait encore négocier pour obtenir des niveaux de libéralisation plus élevés dans le secteur. En conséquence, le GNS est convenu de poursuivre les négociations sur les services de transport maritime et d'inclure dans l'Acte final la *Décision sur les négociations sur les services de transport maritime* et l'*Annexe sur les négociations sur les services de transport maritime*. Pour plus de commodité, la Décision et l'Annexe sont jointes à la présente note.

3. Aux termes de la Décision, les négociations, "auxquelles la participation sera volontaire, ... auront une portée générale et viseront à établir des engagements concernant les transports maritimes internationaux, les services auxiliaires et l'accès et le recours aux installations portuaires, en vue de l'élimination des restrictions dans un délai fixé". Le GNSTM est établi pour s'acquitter de ce mandat, et il est prévu que les négociations s'achèveront et qu'un rapport final sera présenté au plus tard en juin 1996. Pourront participer aux négociations du GNSTM tous les gouvernements, et les Communautés européennes, qui auront annoncé leur intention d'y participer. A ce jour, ont annoncé leur intention de prendre part aux négociations: Argentine, Australie, Canada, Chypre, Communautés européennes et leurs Etats membres, Corée, Egypte, Etats-Unis, Finlande, Hong Kong, Indonésie, Islande, Malaisie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Philippines, Pologne, Roumanie, Singapour, Suède, Suisse, Thaïlande et Turquie.

4. La Décision et l'Annexe prévoient que l'application au secteur des transports maritimes du paragraphe 1 de l'article II et du paragraphe 2 de l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II sera suspendue pendant la durée des négociations du GNSTM. Cependant, elles prévoient aussi que, durant les négociations, l'article II s'appliquera aux activités de transport maritime pour lesquelles un engagement a été inscrit dans la liste d'un Membre. Il est précisé dans l'Annexe que l'article II de l'AGCS et le paragraphe 2 de l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II ne s'appliqueront pleinement au secteur qu'à la date de mise en oeuvre des résultats des négociations menées en vertu de la Décision ministérielle ou, si les négociations n'aboutissent pas, qu'à la date du rapport final du Groupe de négociation. Les Membres pourront alors décider d'inscrire ou non dans leur liste toute mesure incompatible avec le traitement de la nation la plus favorisée (NPF) pour les services de transport maritime. En vertu de ces dispositions, il sera juridiquement possible aux Membres d'inscrire dans leur liste des exemptions des obligations énoncées à l'article II qui n'y figuraient pas à l'achèvement du Cycle d'Uruguay, nonobstant le paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord instituant l'OMC. Sur cette base, des participants ont pu convenir de retirer de leur liste ou, dans certains cas, de s'abstenir d'y inscrire, des exemptions des obligations énoncées à l'article II pour les transports maritimes dans le cadre des résultats du Cycle d'Uruguay. Il convient de noter que, eu égard au paragraphe 5 de la Décision et au paragraphe 1 de l'Annexe, les exemptions maintenues par les Membres n'ont pas d'effet juridique tant que les négociations du GNSTM ne sont pas achevées.

5. La Décision prévoit qu'aucun participant n'appliquera de mesure affectant le commerce des services de transport maritime d'une manière qui améliorerait sa position et son pouvoir de négociation. Elle permet toutefois aux participants de prendre des mesures "en réponse aux mesures appliquées par d'autres pays" et "en vue de maintenir ou d'améliorer la liberté de fourniture des services de transport maritime". Le GNSTM est chargé de la surveillance de ce statu quo limité.

6. Depuis le début du processus informel engagé par une "masse critique" de participants, trois volets des transports maritimes ont été examinés: la fourniture de services de transports maritimes internationaux, la fourniture de services auxiliaires et l'accès et le recours aux installations portuaires. On les appelle les trois piliers du secteur. De l'avis de la plupart des participants, la division du secteur en trois volets s'est avérée très utile au cours des débats. Un certain nombre de questions techniques ont été abordées lors des consultations informelles. Les participants sont parvenus à un accord sur les points suivants:

- i) la définition de l'origine d'un service maritime, telle qu'elle apparaît à l'article XXVIII f);
- ii) la possibilité d'élaborer, pour l'établissement des listes, des définitions détaillées concernant la ventilation des services auxiliaires;
- iii) la nécessité d'indiquer, peut-être sous la forme d'une inscription dans la colonne des engagements additionnels ou d'une note de confirmation, leur intention d'assurer l'accès et le recours aux services portuaires non visés par l'article XXVIII c) ii). Une note informelle du secrétariat a été distribuée à ce sujet le 2 décembre 1993.

7. Les questions techniques qui ont été évoquées lors des entretiens informels et que le Groupe pourrait devoir examiner en vue de s'acquitter de son mandat sont notamment les suivantes:

- i) la relation entre les activités relevant des trois piliers et la question de savoir si une approche différente pourrait être justifiée pour tenir compte de manière plus exacte de la situation dans ce secteur, du point de vue des opérations et de la réglementation;
- ii) la nécessité d'une plus grande précision dans la définition des services auxiliaires spécifiques de façon que les engagements dans le domaine multimodal soient plus clairs.

8. A l'issue des négociations du Cycle d'Uruguay, 30 listes contiennent des engagements dans le secteur des services de transport maritime. Vingt et un Membres ont choisi de maintenir leur demande d'exemptions de l'obligation NPF pour des activités relevant de ce secteur.

Note: L'en-tête du présent document et sa cote doivent être considérés comme provisoires en attendant que des décisions générales soient prises au sujet des séries de documents et de leur cote. Ils seront révisés si besoin est et le document fera l'objet d'une nouvelle distribution.

APPENDICE I

**DECISION SUR LES NEGOCIATIONS SUR LES SERVICES
DE TRANSPORT MARITIME**

Les *Ministres*,

Notant que les engagements concernant les services de transport maritime inscrits sur les Listes des participants à l'achèvement du Cycle d'Uruguay entreront en vigueur sur une base NPF en même temps que l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé l'"Accord sur l'OMC"),

Décident ce qui suit:

1. Des négociations, auxquelles la participation sera volontaire, seront engagées dans le secteur des services de transport maritime dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services. Les négociations auront une portée générale et viseront à établir des engagements concernant les transports maritimes internationaux, les services auxiliaires et l'accès et le recours aux installations portuaires, en vue de l'élimination des restrictions dans un délai fixé.

2. Un Groupe de négociation sur les services de transport maritime (ci-après dénommé le "GNSTM") est établi pour s'acquitter de ce mandat. Le GNSTM fera rapport périodiquement sur l'avancement des ces négociations.

3. Pourront participer aux négociations du GNSTM tous les gouvernements et les Communautés européennes qui annoncent leur intention d'y participer. A ce jour, ont annoncé leur intention de prendre part aux négociations:

Argentine, Canada, Communautés européennes et leurs Etats membres, Corée, Etats-Unis, Finlande, Hong Kong, Indonésie, Islande, Malaisie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Philippines, Pologne, Roumanie, Singapour, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie.

Les autres notifications concernant l'intention de participer aux négociations seront adressées au dépositaire de l'Accord sur l'OMC.

4. Le GNSTM tiendra sa première session de négociation au plus tard le 16 mai 1994. Il achèvera ces négociations et présentera un rapport final au plus tard en juin 1996. Le rapport final du GNSTM comprendra une date pour la mise en oeuvre des résultats de ces négociations.

5. Jusqu'à l'achèvement des négociations, l'application à ce secteur de l'article II et des paragraphes 1 et 2 de l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II est suspendue, et il n'est pas nécessaire d'énumérer des exemptions de l'obligation NPF. A l'achèvement des négociations, les Membres seront libres d'améliorer, de modifier ou de retirer tout engagement pris dans ce secteur pendant le Cycle d'Uruguay sans offrir de compensation, nonobstant les dispositions de l'article XXI de l'Accord. Dans le même temps, les Membres mettront définitivement au point leur position concernant les exemptions de l'obligation NPF dans ce secteur, nonobstant les dispositions de l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II. Si les négociations n'aboutissent pas, le Conseil du commerce des services décidera s'il y a lieu de poursuivre les négociations conformément à ce mandat.

6. Tous les engagements résultant des négociations, y compris la date de leur entrée en vigueur, seront inscrits dans les Listes annexées à l'Accord général sur le commerce des services et seront assujettis à toutes les dispositions de l'Accord.

7. Dès à présent et jusqu'à la date de mise en oeuvre devant être déterminée conformément au paragraphe 4, il est entendu que les participants n'appliqueront aucune mesure affectant le commerce des services de transport maritime sauf en réponse aux mesures appliquées par d'autres pays et en vue de maintenir ou d'améliorer la liberté de fourniture des services de transport maritime, ou d'une manière qui améliorerait leur position et leur pouvoir de négociation.

8. La mise en oeuvre du paragraphe 7 fera l'objet d'une surveillance de la part du GNSTM. Tout participant pourra appeler l'attention du GNSTM sur toute mesure ou omission qui, à son avis, est en rapport avec l'application du paragraphe 7. Ces notifications seront réputées avoir été présentées au GNSTM lorsque le Secrétariat les aura reçues.

APPENDICE II

**ANNEXE SUR LES NEGOCIATIONS SUR LES SERVICES
DE TRANSPORT MARITIME**

1. L'article II et l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II, y compris l'obligation d'énumérer dans l'Annexe toutes les mesures incompatibles avec le traitement de la nation la plus favorisée qu'un Membre maintiendra, n'entreront en vigueur pour les transports maritimes internationaux, les services auxiliaires et l'accès et le recours aux installations portuaires:

- a) qu'à la date de mise en oeuvre devant être déterminée conformément au paragraphe 4 de la Décision ministérielle sur les négociations sur les services de transport maritime; ou
- b) si les négociations n'aboutissent pas, qu'à la date du rapport final du Groupe de négociation sur les services de transport maritime prévue dans cette décision.

2. Le paragraphe 1 ne s'appliquera à aucun engagement spécifique concernant les services de transport maritime qui est inscrit dans la Liste d'un Membre.

3. A compter de l'achèvement des négociations mentionnées au paragraphe 1, et avant la date de mise en oeuvre, un Membre pourra améliorer, modifier ou retirer en totalité ou en partie ses engagements spécifiques dans ce secteur sans offrir de compensation, nonobstant les dispositions de l'article XXI.